

Royce, d'œuvres d'art très chères et de l'or dans une économie non-productive.

**M. Evans:** C'est pourquoi nous avons réduit les taux les plus élevés.

**M. Wilson:** C'est pourquoi vous avez réduit les taux les plus élevés, comme le dit l'ancien secrétaire parlementaire. Pourquoi les députés n'ont-ils pas réduit tous les taux? C'est là que le gouvernement a commis une erreur.

**M. Evans:** C'est ce que nous avons fait.

**M. Wilson:** Non, ce n'est pas ce que vous avez fait. Vous avez réduit les taux fiscaux seulement pour les contribuables les plus riches, vous le savez comme moi.

La troisième façon de contrôler le déficit, c'est par le biais des taux d'intérêt. Nous savons tous que le gouvernement a misérablement failli à la tâche dans ce domaine. Les taux d'intérêt actuels sont presque aussi élevés qu'ils l'étaient l'an dernier. Par ailleurs, la faiblesse du dollar canadien fera grimper les taux d'intérêt et ils continueront probablement à être très élevés. De toute évidence, l'absence de contrôle sur les dépenses et l'ampleur sans borne du déficit budgétaire dont nous parlons aujourd'hui continueront de nous empêcher de ramener les taux d'intérêt à des niveaux acceptables.

Le gouvernement doit changer son orientation et veiller à offrir quelques nouveaux programmes politiques. Il doit chercher à effacer les résultats de ses mesures politiques et modifier ces mesures elles-mêmes pour rétablir quelque peu la confiance dans le pays et chez les citoyens qui bâtissent le pays depuis un siècle, mais qui ne peuvent plus rien voir au-delà de la vallée dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, c'est-à-dire qu'ils n'ont plus de vision d'avenir. Ils ne voient que le fond de cette vallée. La voie la plus difficile que le Canada pourrait suivre aujourd'hui consisterait à perpétuer les erreurs du passé.

Voilà pourquoi j'exhorte le gouvernement à retirer ce projet de loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire et à faire une nouvelle déclaration économique et financière qui exposerait les perspectives économiques et financières actuelles. J'exhorte le gouvernement à faire preuve d'honnêteté envers les Canadiens et à leur exposer les véritables problèmes pour qu'ils proposent ensuite des politiques de rechange. Je l'invite à envisager des changements fondamentaux à l'orientation qu'il semble vouloir prendre. Je le prie de ne pas adopter le point de vue que le premier ministre cherchait à nous imposer aujourd'hui et selon lequel aucun changement ne sera apporté. J'exhorte le caucus libéral à transmettre demain ce message au premier ministre et au ministre des Finances et à leur faire comprendre que le pays a besoin de nouvelles mesures politiques ainsi que d'un changement dans l'orientation qu'on veut donner à son économie. A défaut de cela, comment pourra-t-on redonner espoir aux Canadiens? Comment les Canadiens pourront-ils se sentir en confiance face à un changement éventuel, si on ne leur propose rien? Comment pourront-ils prendre des initiatives positives pour relancer l'économie du pays et rétablir l'espoir et la confiance au niveau d'il y a quinze ans? Qu'on donne aux Canadiens la chance de prouver qu'ils peuvent y réussir.

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

• (1620)

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur l'Orateur, je dois dire que le débat d'aujourd'hui n'est pas particulièrement gai. C'est une journée plutôt triste. Et à écouter le...

**M. Thomson:** A quand remonte la dernière journée gaie qu'ait connue la Chambre?

**M. Riis:** Le député demande à quand remonte la dernière journée gaie que la Chambre ait connue? Je ne m'en souviens pas. Le ministre d'État (Finances) (M. Bussières) nous a demandé aujourd'hui d'approuver le bill C-111, qui tend à accorder au gouvernement le pouvoir d'emprunter 6.6 milliards de dollars.

Il devrait s'agir d'un débat très franc. Le bill à l'étude devrait être également très simple et nous donner l'occasion de parler de la conjoncture économique du pays ou de féliciter le gouvernement à l'égard de diverses initiatives qu'il a prises et ainsi de suite. Bien entendu, il n'en est rien. C'est un peu comme si Sylvester Stalone nous assénait un coup de poing dans le plexus. C'est un peu comme si l'on était frappé sur la tête par un montant de 2" x 4". C'est un peu comme si l'on vous jetait un poids en plomb au moment où vous vous noyez.

Cette demande de 6.6 milliards de dollars arrive à un moment très spécial de l'histoire de notre pays. Je suppose que les Canadiens qui suivent ce débat et surveillent les agissements du gouvernement à l'heure actuelle, sont abasourdis. Ils ne peuvent pas croire les annonces qu'ils lisent dans les journaux jour après jour et qu'ils entendent à la radio ou à la télévision. On se demande quel genre de nouvelles économiques lugubres pourraient encore les surprendre à l'heure actuelle. Je ne sais vraiment pas; pourtant, la promesse la plus positive que nous ait faite aujourd'hui le ministre d'État chargé des finances est l'exposé économique que le ministre des Finances (M. MacEachen) présentera à la Chambre dans quelques jours. Cela n'aidera guère les gens qui perdent leur maison, leur ferme ou leur élevage, qui voient leur entreprise sombrer dans la faillite, leurs amis et leurs voisins perdre leur emploi et tout espoir d'en retrouver un dans un avenir proche.

Une déclaration du ministre: formidable! Que va-t-il nous annoncer d'encourageant? Ce que les Canadiens attendent du gouvernement, c'est de l'action; ils demandent des mesures législatives, la suppression totale de l'horrible budget du 12 novembre 1981, qui a provoqué de véritable remous dans tout le pays, en prouvant clairement à tous les Canadiens que le gouvernement refuse d'admettre l'existence d'un grave problème économique. Pour bon nombre d'entre eux, cela fut une véritable surprise. Comment pourrait-on ne pas voir le problème économique auquel se heurte notre pays?

Pour trouver la réponse à cette question on s'interroge au sujet de ceux qui, dans les milieux gouvernementaux, disposent du pouvoir. Il est bien évident que dans la prise de décision gouvernementale, tous les 142 députés d'en face n'ont pas le même poids. Peut-être même que parmi la trentaine de ministres, tous n'ont pas la même influence. Mais quand on se demande d'où viennent ceux qui font bouger les choses, d'où viennent les puissants du cabinet libéral, on ne s'étonne pas d'en trouver un fort pourcentage qui viennent des gratte-ciel du centre-ville de Toronto et d'ici même à Ottawa. Quand on vit dans le milieu économique de la capitale nationale, des